

Défense et sécurité nationale

Nicolas SARKOZY

Extraits du discours de M. Nicolas Sarkozy, président de la République, sur la défense et la sécurité nationale, Porte de Versailles, mardi 17 juin 2008 (www.elysee.fr). Ceux retenus portent particulièrement sur l'Europe de la défense et l'Otan.

...

Aujourd'hui, je suis venu vous parler de la France et de la sécurité des Français. Il n'y a pas de liberté, il n'y a pas d'égalité, il n'y a pas de fraternité sans sécurité.

Je veux parler de sécurité aux Français, en leur tenant un discours de vérité.

Je veux parler de la sécurité à ceux qui s'y consacrent sans compter, en particulier aux militaires et aux forces de sécurité intérieure et de sécurité civile. On doit pouvoir leur en parler sans qu'ils redoutent une remise en cause de leur engagement.

Je veux m'adresser également à nos partenaires en Europe, je veux m'adresser à nos Alliés, je veux leur dire comment la France entend participer à notre sécurité commune. Au fond, je souhaite parler à toutes les nations, et leur dire quel sera désormais l'engagement de la France pour le maintien de la paix.

À tous, je veux adresser un message simple : la France veut la paix, la France veut la sécurité. Pour elle-même et pour le monde.

Je veux vous dire, et dire à tous les Français, que la politique de défense et de sécurité de la France est à la croisée des chemins.

Nous devons aborder avec lucidité, avec sang-froid, les enjeux de sécurité de ce début de XXI^e siècle.

OBJECTIFS ET ENJEUX DE SÉCURITÉ (1)

Notre première ambition, c'est que le monde qui vient soit un monde meilleur.

Un monde meilleur c'est un monde où il y a de la liberté, de la démocratie et le respect des droits de l'homme.

Un monde où la responsabilité l'emporte sur l'égoïsme. Un monde où le dialogue et l'ouverture aux autres auraient vaincu le radicalisme et l'enfermement dans des idéologies de haine et d'exclusion. Un monde qui trouverait, par la coopération et le dialogue, des solutions viables aux défis globaux du changement climatique, des grandes pandémies, de l'accès à l'eau et aujourd'hui de l'accès aux matières premières.

Un monde où chaque homme et chaque femme pourraient accéder dans son pays à une vie décente, à l'éducation et à la santé.

Une communauté internationale, enfin, qui se rassemblerait autour d'institutions multilatérales solides, représentatives des réalités d'aujourd'hui, à commencer par le Conseil de sécurité et le G8 qui doivent être élargis à de nouveaux membres.

J'en ai la conviction, c'est la vocation de la France de porter cet idéal de paix et de liberté. C'est la vocation de l'Europe de l'incarner dans le monde actuel.

Car l'Europe, quels que soient les aléas institutionnels, a surmonté ses divisions, ses affrontements historiques, pour créer, par une union toujours plus étroite, un modèle unique de coopération entre les Nations. Notre Europe démontre au monde entier qu'entre des peuples qui se sont tant combattus, on peut construire un destin commun de paix et de prospérité. Ce n'est pas facile mais c'est quand même plus facile que ce que le continent, notre continent a connu avant l'Union européenne et, franchement, ceux qui vivaient avant l'Union européenne seraient bien amusés de nous voir si préoccupés par les débats institutionnels qui sont les nôtres, eux qui ont eu à vivre des affrontements meurtriers et moyenâgeux.

(1) Le titre et les intertitres sont de la rédaction.

Chaque époque historique a un esprit. L'esprit du XXI^e siècle, c'est la mondialisation. Prendre notre place dans ce monde nouveau, c'est notre premier objectif.

Nous avons tout pour y figurer au premier rang. Le dynamisme de notre population. Notre vitalité démographique. La puissance de notre industrie. L'excellence de nos technologies. La qualité de nos infrastructures. La richesse de notre patrimoine. Les enseignements de notre histoire.

Nous avons le devoir d'y figurer au premier rang. Nous sommes membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, nous portons une responsabilité particulière pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale. Être membre permanent, ce n'est ni un statut, ni un privilège. C'est une mission au service du monde. J'ajoute que les pays qui souhaitent exercer ces responsabilités doivent aussi comme nous être prêts à en payer le prix du sang. J'entends que la France soit capable d'assumer cette responsabilité et de s'engager pour mettre en œuvre les principes de la Charte et la responsabilité de protéger. C'est ce qu'elle a fait encore cette année au Tchad, en prenant l'initiative du déploiement de l'*EUFor*. Et si la France n'avait pas été là, qui aurait fait à notre place ? C'est ce que nous faisons en Afghanistan avec le renforcement de notre contingent, dans le cadre des mandats de l'ONU.

Mais c'est l'incertitude qui est la marque du monde actuel. L'incertitude est fille de la mondialisation. L'incertitude est donc le fondement d'une nouvelle stratégie pour la France. Cette stratégie reposera sur la capacité d'anticipation et l'autonomie de décision. D'ailleurs (...) sans capacité d'anticipation quelle est l'autonomie de décision ? Nulle.

La mondialisation a permis de formidables progrès : de plus en plus de peuples connaissent la démocratie, des dizaines de millions d'êtres humains sont sortis du dénuement, l'information et les connaissances se diffusent.

Mais la mondialisation n'a éliminé ni les dangers, ni la guerre. Le monde est confronté au terrorisme de masse, aux tensions qui naissent de la course aux matières premières, à des risques naturels et technologiques croissants.

L'Asie a connu un développement économique sans précédent. L'Asie est devenue un nouveau centre de gravité stratégique. Des facteurs de risque y persistent. L'Europe a un intérêt fondamental à la sécurité de la principale zone de croissance du monde.

Aux portes de l'Europe, dans la zone qui va de l'Ouest africain jusqu'à l'Asie, en passant par la Méditerranée et la région du Golfe, les facteurs d'instabilité et de violence sont nombreux : revendications identitaires, radicalisations, conflits ouverts ou latents, terrorisme et même prolifération.

En Afrique, notre plus proche voisin, des tensions perdurent, prospérant sur des carences de la gouvernance, sur la pauvreté, le sous-développement, les trafics. Là aussi, des groupes terroristes s'implantent et instrumentalisent des situations pour favoriser quoi ? Leurs objectifs criminels.

En Europe, nos frontières terrestres et maritimes ne sont plus sûres. Et la Russie est revenue à une politique d'affirmation de sa puissance. Ce n'est insulter personne que de le dire.

Dans ce monde qui change, où émergent de nouvelles puissances économiques et militaires, le poids démographique et économique de l'Occident décroît mécaniquement. Nous conservons des atouts considérables, grâce à notre dynamisme et à notre technologie.

Depuis quinze ans, la France n'est plus menacée d'invasion. Les menaces ont changé de nature, elles sont diverses, mouvantes. Elles nous semblent lointaines, mais, ne nous y trompons pas, notre territoire national comme le territoire européen peut être frappé demain. C'est à ces menaces que la France, le peuple français, doivent être préparés.

Nous ne pouvons exclure la réapparition d'une menace majeure, de quelque nature qu'elle soit, qui mettrait en péril la survie même de la Nation.

Alors aujourd'hui, la menace immédiate est celle d'une attaque terroriste. Grâce à l'efficacité de l'ensemble de nos forces de sécurité, la France n'a pas été atteinte au cours de ces dernières années. Mais la menace est là, réelle, et nous savons que cette menace peut prendre demain une forme nouvelle, encore plus grave, avec des moyens radiologiques, chimiques et biologiques.

La prolifération continue de se développer. Un nombre croissant de pays vont disposer de missiles balistiques dont il faut bien dire que la portée s'allonge, jusqu'à atteindre plusieurs milliers de kilomètres, jusqu'à pouvoir frapper l'Europe.

Le risque d'attaques informatiques qui pourraient paralyser la Nation n'est déjà plus une simple hypothèse : la France et plusieurs pays européens en ont été des victimes récentes.

Enfin, les systèmes spatiaux eux-mêmes ne sont plus invulnérables. Or ils sont essentiels à nos sociétés développées.

...

CONSTRUIRE L'EUROPE DE LA DÉFENSE

Chacun voit bien que les défis actuels appellent des réponses collectives et coordonnées. D'abord parce que nous forçons un destin commun avec nos partenaires européens et nos alliés. Ensuite parce que nous faisons face aux mêmes menaces et que nous nous devons aide et assistance en cas d'agression. Et surtout, parce qu'ensemble nous sommes plus forts.

Pour autant, nos forces armées sont et resteront nationales. Elles ne pourront être intégrées dans aucune armée supranationale dont la responsabilité nous échapperait (...)

Agir ensemble, c'est construire aussi l'Europe de la défense. C'est notre priorité. Le constat est simple : les Européens n'ont pas aujourd'hui les moyens militaires correspondant à leur poids dans le monde et qui garantiront notre prospérité dans la durée.

Des progrès considérables ont été faits depuis dix ans, notamment au Sommet franco-britannique de Saint-Malo. L'Union européenne a des instruments, des procédures, une expérience en commun dans 17 opérations de plus ou moins grande ampleur... Les Européens sont engagés massivement dans les forces de l'Otan en Afghanistan et au Kosovo, où je le rappelle, ils forment la moitié des effectifs.

Mais chacun voit bien que nous devons faire davantage pour la défense de l'Europe. C'est notre intérêt collectif. Et parce c'est ce que les citoyens d'Europe veulent.

Quel que soit l'avenir du Traité de Lisbonne, je ne changerai pas d'avis. J'entends faire de la politique de défense et de sécurité un exemple de l'Europe concrète, de l'Europe qui répond aux besoins des Européens.

Priorité : construire, en Europe, de façon pragmatique, des capacités modernes, robustes, flexibles et interopérables, c'est-à-dire capables de travailler ensemble. Qu'est-ce que c'est qu'une Europe puissance politique qui n'aurait aucun moyen diplomatique et militaire de mettre en œuvre ses décisions politiques ?

Les Européens doivent pouvoir déployer 60 000 hommes, simultanément, dans des opérations lointaines. Ces capacités, nous ne les construirons pas sans des efforts de défense suffisants dans la durée. Mais ces efforts ne doivent plus être dispersés, concurrents, déséquilibrés.

Seule l'Union européenne dispose de l'ensemble des instruments militaires, politiques, financiers permettant une stabilisation en profondeur des régions en crise. Nous devons pouvoir adjoindre aux moyens militaires déployés des capacités civiles européennes, des policiers, des gendarmes, des douaniers, des magistrats.

Qui peut croire qu'une industrie européenne, fragmentée, concurrente sur des marchés étroits, répondra à nos besoins et survivra à la concurrence internationale ? Qui peut croire que nous resterons longtemps compétitifs avec un effort de recherche cumulé six fois inférieur à celui des Américains ? Écoutez, les grandes protestations d'indépendance, cela m'amuse, quand on fait six fois moins, tous ensemble, que les Américains. Les nations européennes ont besoin d'industries de défense fortes et compétitives, appuyées sur un effort de recherche et de technologie renforcé et partagé.

Il n'y a qu'un chemin : dynamiser le marché européen de l'armement, encourager partout la coopération et les rapprochements pour former des groupes européens de taille suffisante au niveau mondial, encourager les exportations dans le respect des règles internationales et du principe de responsabilité. Si nous ne le faisons pas, nous en paierons le prix demain. Il n'y a pas d'autre choix. On ne va pas tous construire des chars, tous construire des avions, tous avoir des industries d'armement concurrentes ; tous des sous-marins, naturellement, au nom de l'unité européenne.

La présidence française de l'Union européenne qui s'ouvre dans moins de deux semaines sera, je le souhaite ardemment, la première étape d'une véritable relance de la défense européenne pour les prochaines années.

... AVEC L'OTAN

Venons-en donc à la question de l'Otan, et remettons les choses dans une juste perspective, comme l'a fait d'ailleurs fort bien la commission du *Livre blanc*. Elle l'a fait dans une optique non partisane, en s'appuyant simplement sur les réalités de ce que sont aujourd'hui l'Otan, l'Europe, et la France.

Depuis 1949, la France est... membre fondateur de l'Alliance atlantique. Et, aujourd'hui, la France est l'un des principaux contributeurs en troupes. Je vous rappelle ces réalités que l'on a eu grand tort de ne pas rappeler aux Français. Cette alliance, l'Alliance atlantique, notre Alliance, est le symbole de la communauté de valeurs et d'intérêts transatlantiques. C'est bien sûr l'alliance entre les Européens et les États-Unis ; mais c'est aussi, on ne le dit pas assez, un traité d'alliance entre les nations européennes elles-mêmes. L'Otan, ce n'est pas simplement l'alliance avec les États-Unis, c'est l'alliance entre des nations européennes.

La guerre froide est terminée. En Europe, nos partenaires sont presque tous membres de l'Alliance. Ils ne comprennent pas pourquoi nous persistons à nous tenir à part. On continue à se demander, en Europe, si la France veut opposer l'Europe de la défense et l'Otan. Moyennant quoi, on n'européanise pas assez l'Otan, et on ne fait pas avancer l'Europe de la défense. Observons ce qu'il s'est passé, très intéressant, très intéressant : une alliance qui n'est pas assez europanisée, une Europe de la défense qui n'avance pas ; beau résultat !

Notre position, hors du commandement militaire, entretient une méfiance sur l'objet de notre ambition européenne. C'est vrai notamment, et on les comprend, pour tous les pays de l'Union qui ont rejoint l'Otan après avoir subi le Pacte de Varsovie (...) Pour ces pays, l'Otan est le symbole de leur sécurité retrouvée, comme l'Union européenne est le symbole de leur nouvelle prospérité. Ils nous ont rejoints en Europe, pour la liberté et pour la prospérité ; et ils ont rejoint l'Otan pour la sécurité. Et quand ils ont connu la misère, la

dictature et le Pacte de Varsovie, on peut les comprendre. Je ne me fais pas leur avocat, je décris simplement l'Europe telle qu'elle est. Parce que la guerre froide est terminée.

Aujourd'hui, la Commission du *Livre blanc* conclut (...) que rien ne s'oppose à ce que nous participions aux structures militaires de l'Otan. La France est un allié indépendant, un partenaire libre. Les principes posés en son temps par le général de Gaulle, je les fais miens intégralement. Quels sont ces principes ? :

- la France gardera en toutes circonstances une liberté d'appréciation totale sur l'envoi de ses troupes en opération ;

- la France ne placera aucun contingent militaire de façon permanente sous commandement de l'Otan en temps de paix ;

- la dissuasion nucléaire de la France restera strictement nationale quand bien même, j'en ai la certitude, l'existence même de notre dissuasion est une contribution à la sécurité de toute l'Europe.

Sur la base de ces principes, que chacun, dans l'Alliance, respecte, comprend, reconnaît, nous pourrons rénover nos relations avec l'Otan, sans crainte pour notre indépendance, sans risque d'être entraînés dans une guerre, malgré nous. Une France qui reprendrait toute sa place dans l'Otan, ce serait une alliance qui ferait plus de place à l'Europe. Moi je souhaite une alliance plus européenne. Mais que l'on m'explique comment faire une alliance plus européenne sans la France. C'est un sujet ! Comme on l'a vu à Budapest. Quand la France et l'Allemagne décident d'une position, l'Otan devient européenne. Commençons par relancer la défense européenne dans les prochains mois. Car dans mon esprit il ne peut y avoir de progrès sur l'intégration de la France dans l'Otan que s'il y a préalablement un progrès dans l'Europe de la défense. Nous préparerons ensuite avec l'Allemagne le Sommet du 60^e anniversaire de l'Alliance en 2009, à Strasbourg et à Kehl, qui sera un symbole fort de l'affirmation européenne et de la rénovation du partenariat transatlantique.

COURAGE

Les défis auxquels nous sommes confrontés pour faire face aux nouvelles réalités du monde sont nombreux. La clé de notre succès, c'est le courage.

...

Le courage, c'est de faire des choix, c'est admettre qu'on ne pourra pas tout faire à la fois. Dans un premier temps, nous allons combler les principales lacunes, la protection des hommes, le transport stratégique et l'aéromobilité. Dans un second temps, nous allons moderniser les matériels de l'Armée de l'air et de la Marine, en les accélérant. En particulier, nous prendrons plus tard la décision de lancement du programme du deuxième porte-avions car rien ne nous presse aujourd'hui. Et je n'ai pas voulu assumer une décision, alors que nous avions du temps pour la prendre.

Le courage, pour le ministère de la Défense, c'est de mener à son terme une réforme, je n'hésite pas à employer le mot, historique, de l'organisation territoriale de la défense, dont tous expliquaient qu'elle était impossible.

Le courage, c'est de maintenir le budget de la défense, en dépit d'un contexte budgétaire extrêmement délicat. Il n'est pas question de baisser la garde. Et grâce à la réforme, l'effort d'équipement progressera de façon très importante. Je m'engage sur ces perspectives jusqu'à l'échéance de mon mandat, 2012 compris.

Mais le courage ne suffit pas, et je serai le garant de la cohérence de cette transformation : cohérence entre le contexte stratégique et les réponses qui y sont apportées ; cohérence entre les missions des hommes et les moyens qui leur sont confiés ; cohérence entre la connaissance et la capacité d'action ; cohérence entre l'engagement pour l'Europe et la participation à l'Otan ; cohérence entre le souci de la protection du pays et la capacité d'intervention extérieure ; cohérence entre l'effort civil et l'effort militaire ; cohérence, enfin, entre la remise à niveau de nos armées et le redressement de nos finances publiques. C'est cohérent.

Je suis résolu à aller jusqu'au bout de cette réforme, ne vous y trompez pas, on la fera, on ira jusqu'au bout, dans toutes ses dimensions, parce que je sais que c'est la condition de notre avenir (...)

Parce que j'ai bien conscience qu'il faut vaincre les habitudes, vaincre les corporatismes, mieux travailler ensemble, à l'intérieur du

territoire, pour la meilleure protection du pays, adapter nos planifications de crise et nos outils de gestion de crise.

Puis, il faudra se consacrer à construire une industrie d'armement européenne, tout en aidant nos industries de défense à s'adapter.

Il faudra moderniser, c'est-à-dire gérer mieux, rationaliser, alléger les administrations centrales. Hervé Morin et Jean-Marie Bockel ont un grand chantier devant eux : regrouper le ministère de la Défense sur un site unique, et reconstituer ses capacités financières.

Il faudra reconnaître que rien ne se fera sans des équipes motivées, formées, reconnues et rémunérées à leur juste valeur, respectées pour leur engagement, et qui disposent des matériels dont elles ont besoin. Il faudra savoir s'appuyer sur les jeunes générations, celles qui vont vivre et celles qui sont capables de porter le changement.

CONCLUSION

Mon projet, mon ambition, c'est par-dessus tout que la France demeure une puissance diplomatique majeure et une puissance militaire majeure. Il n'y a pas de puissance diplomatique majeure sans une puissance militaire. Les deux sont liées. La France doit être fière de son histoire et de ses valeurs, La France doit être rassemblée autour de l'essentiel et tournée vers l'avenir.

...

Nicolas SARKOZY
Président de la République